

Les subsides

emploi. Ils méritent un bien meilleur sort, ou du moins la chance de pouvoir mener à bien leur mission.

Le président suppléant (M. Herbert): Suit une période de dix minutes réservée aux questions et observations.

[Français]

Y a-t-il des questions ou des commentaires? Sinon, nous continuons le débat. L'honorable secrétaire parlementaire du ministre d'État (Finances) (M. Garant) a la parole.

M. Alain Garant (secrétaire parlementaire du ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, durant les jours sombres de la récession, on pouvait fort bien comprendre que certains fassent quelques prévisions négatives. Après tout, les indicateurs de mauvaises nouvelles comme l'inflation et les taux d'intérêt ne cessaient de grimper, alors que tous les indicateurs de bonnes nouvelles que nous voulions voir monter, comme les mises en chantier, l'emploi, les bénéfices des sociétés et la confiance des investisseurs ne cessaient, eux, de baisser. Il était alors difficile d'être optimiste. Le défi à relever était en quelque sorte de s'élever au-dessus des problèmes quotidiens de la récession et d'alimenter une confiance accrue fondée sur notre foi en l'immense potentiel du Canada et en l'ingéniosité de chacun.

La situation s'est redressée, monsieur le Président, et à maints égards, de façon spectaculaire. Depuis novembre 1982, soit depuis 16 mois, le Canada est sortie de la récession et a rattrapé le terrain perdu; le Canada passe solidement à une ère de croissance et d'expansion économique. Et pourtant, certains n'ont pas encore modifié leur façon d'envisager l'amélioration de nos perspectives économiques. Il y en a encore, monsieur le Président, qui refusent de regarder ailleurs que dans leur rétroviseur.

● (1610)

Vous n'ignorez pas combien il est important d'avoir une perspective équilibrée de la situation lorsque vous gérez les fonds qui vous sont confiés. C'est grâce à une vue prospective, mais réaliste, que vous pouvez évaluer avec davantage de confiance les risques associés aux placements que vous effectuez et les possibilités de rendement. Vous savez également, monsieur le Président, que la confiance est en soi un facteur tout à fait déterminant dans notre économie. En fait, la confiance peut simplement être tout aussi profondément satisfaisante en soi que le négativisme. Il est aussi aisé de nous conditionner à une bonne performance avec des mesures de positivisme qu'il l'est de nous conditionner à de véritables difficultés en nous laissant aller au pessimisme. Je ne suis donc pas de ceux qui choisissent d'ignorer les nombreux signes encourageants qui jalonnent actuellement la voie de l'expansion économique et, pour quelque raison que ce soit, qui refusent de croire avant d'avoir vu et touché.

Nul n'oserait nier que certains secteurs de notre économie doivent encore être consolidés. Mais davantage de Canadiens devraient s'abstenir de se livrer à ce passe-temps propre au Canada que constitue le manque de confiance en soi et prendre la peine de faire le compte de ce qui va bien et de ce que nous faisons bien. Si nous agissons ainsi, nous aurons de solides raisons de demeurer optimistes à l'égard de nos perspectives économiques.

Monsieur le Président, il n'existe pas de façon plus efficace de mesurer la confiance du consommateur que de voir s'il place son argent là où il a confiance. Aujourd'hui, le signe que les Canadiens font preuve d'une confiance croissante continue de se manifester. Ils dépensent de plus en plus. Le fait que la vigueur des ventes d'automobiles domine la croissance récente du commerce au détail montre que les Canadiens ont suffisamment confiance en leurs perspectives économiques pour effectuer des achats importants qu'ils n'auraient pas faits durant la récession, ni même au début de la reprise. Et cette confiance croissante ne se traduit pas seulement par l'écoulement de l'épargne accumulée. Au contraire, les acheteurs semblent maintenant disposés à contracter des emprunts pour acheter une voiture, chose qu'ils n'auraient pas osé faire il y a quelques mois à peine.

Monsieur le Président, la croissance du nombre des emplois depuis le début de la reprise a été exceptionnellement forte. Depuis la fin de la récession, 418,000 nouveaux emplois ont été créés. Les derniers chiffres confirment que la progression du nombre des emplois se poursuit. Au mois d'avril, 25,000 nouveaux emplois ont été créés. Mais le signe le plus encourageant que reflètent ces derniers chiffres, c'est que la croissance de l'emploi, monsieur le Président, repose sur de larges bases. De nouveaux emplois ont en effet été créés dans la plupart des secteurs d'activités économiques et dans presque toutes les provinces. Ils ont été occupés par des Canadiens de tous les groupes d'âge. Nous ne devrions pas méconnaître les progrès exceptionnels que nous avons accomplis sur le plan de la création d'emplois parce que le taux de chômage baisse lentement. Le paradoxe entre un taux de chômage qui ne diminue que lentement et un rythme de croissance des emplois élevé s'explique par le nombre croissant de Canadiens qui rejoignent les rangs de la population active. Nous sommes tous conscients de l'effet extraordinaire qu'exerce, aujourd'hui, l'explosion démographique sur la taille de la population active canadienne. Monsieur le Président, comme la croissance économique et les perspectives d'emplois se sont améliorées, le nombre de Canadiens qui ont commencé à rechercher un emploi a également augmenté. Si la progression de notre population active n'était pas aussi rapide, notre taux de chômage diminuerait, évidemment, beaucoup plus vite.

Également, monsieur le Président, le nombre croissant de femmes qui ont opté pour une carrière témoigne plus particulièrement de la capacité remarquable de l'économie canadienne d'absorber le surcroît de travailleurs. En 1968, 2,500,000 femmes étaient employées et près du tiers des femmes en âge de travailler étaient actives. En 1983, c'est 4,500,000 femmes qui sont employées et plus de la moitié des femmes en âge de travailler sont actives.

Les exportations, maintenant, sont l'une des clés d'une bonne performance économique. Les nouvelles quant à la performance du Canada, sur le plan des exportations, et ce depuis la reprise, témoignent de réalisations sans précédent. Au cours de l'année qui vient de s'écouler, le Canada a affiché la plus forte croissance des exportations parmi tous les pays industriels. Nous avons enregistré un excédent commercial de plus de 18 milliards de dollars l'année dernière, ce qui a presque édicté un record. Je pourrais aisément continuer, monsieur le Président, dans la même veine et m'attarder sur les grands progrès accomplis également par le Canada sur le plan des bénéfices des sociétés, de la lutte contre l'inflation, de la